

## Réponse aux critiques sur la méthodologie du *Point*

# « Mettre fin à la gestion de l'offre en rachetant les quotas »

publié par l'IEDM le 7 juin 2017

Vincent Geloso et Alexandre Moreau

Notre récente publication proposant l'abolition de la gestion de l'offre avec une compensation financière aux agriculteurs a suscité de fortes réactions de la part des associations de producteurs et des chercheurs associés à ces groupes. Dans un article paru dans *La Terre de chez nous*, François Dumontier, porte-parole des Producteurs de lait du Québec, [nous accuse de faire du « tripotage de chiffres »](#). Sa collègue Geneviève Rainville, directrice à la recherche économique de l'organisme [a elle aussi critiqué notre méthodologie](#) dans le Huff Post, [de même que des professeurs de l'Université Laval](#), dans une lettre au quotidien *Le Soleil*. Tous remettent en cause nos estimations de l'écart de prix entre le lait canadien et le lait américain. Quelques précisions s'imposent donc.

### Des données privées avec une méthodologie cachée

Les défenseurs de la gestion de l'offre s'entêtent à utiliser les données qu'ils ont obtenues de la firme privée Nielsen et pour lesquelles ils refusent toujours de dévoiler la méthodologie, les détails ou les données brutes. Comme on ne sait pas non plus quand les données ont été colligées, on ne peut dire s'il s'agit simplement d'un problème saisonnier ou d'une anomalie statistique. Lorsque l'on choisit de se servir d'une base de données privée au lieu des données publiques (par exemple celles de Statistique Canada), la moindre des choses est de faire preuve de transparence, d'autant plus que des millions de consommateurs sont affectés par les conclusions que l'on tire de ces données.

Plusieurs économistes ont utilisé dans le passé des données de la firme Nielsen pour répondre à des questions très pointues. Généralement, lorsqu'ils utilisent de telles données, celles-ci sont compilées à l'aide des codes à barres dans un nombre très limité de détaillants, la plupart du temps en milieu urbain, puisqu'elles sont coûteuses à utiliser. Ainsi, il est très rare qu'il y ait plus d'une dizaine de détaillants utilisés à ces fins. C'est pour cette raison que [plusieurs économistes sont sceptiques de la représentativité de ce genre de données](#).

Ainsi, on peut douter de la qualité des données avancées par les Producteurs de lait du Québec. Soit dit en passant, on doit souligner que ceux-ci admettent comparer les prix du lait vendu en sacs au Canada aux prix du lait vendu dans des emballages rigides aux États-Unis, qui est plus dispendieux. Par conséquent, cela introduit un biais qui néglige la possibilité que les Canadiens sacrifient la qualité de l'emballage dans le but d'économiser.

De plus, dans leur lettre publiée dans *Le Soleil*, MM. Doyon et Gouin (ce dernier étant lié à une chaire de recherche à l'Université Laval dont l'Union des producteurs agricoles est un partenaire financier) comparent le prix du lait dans la ville de Québec – [l'une des moins dispendieuses au Canada](#) – avec la ville de Washington D.C. – [l'une des plus dispendieuses aux États-Unis](#) – . Il découvre néanmoins un écart en faveur des États-Unis. C'est un choix étrange sur le plan méthodologique, mais qui démontre que même la comparaison la plus fautive possible nous donne raison.

## Économies d'échelle : un argument sans fondement

Un autre argument avancé est qu'en comparant les prix relevés par Statistique Canada (au litre) et par le Bureau of Labor Statistics (au gallon), on ne tient pas compte des économies d'échelle associées à l'achat en gros. Cet argument ne tient pas la route. Lorsque l'on utilise les données du département de l'Agriculture des États-Unis (USDA), on réalise qu'il y a effectivement une économie d'échelle importante à réaliser selon le format acheté. [Le prix moyen est en effet de 1,04 \\$US par litre pour un format d'un demi-gallon, ou 1,9 litre, contre 0,72 \\$US par litre à l'achat d'un gallon, soit 3,8 litres](#) (toutes catégories de matière grasse confondues, 2013 à 2017). L'écart est donc d'environ 44 % entre ces deux formats pour une quantité de lait comparable.

Cependant, selon les données du ministère de l'Agriculture, les gains provenant des économies d'échelle au Québec sont de moins de 5 % entre le format de 1 litre et le format de 4 litres. D'ailleurs, nous avons augmenté le prix du lait américain de 12 % afin de tenir compte de la taille des contenants et de l'écart généralement observé entre les deux pays.

### Pourquoi on *sous-estime* l'écart de prix

Comme nous avons choisi d'utiliser les données de Statistique Canada et du Bureau of Labor Statistics, notre étude *sous-estime* l'écart de prix entre le Canada et les États-Unis, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, les données américaines se concentrent uniquement sur les centres urbains et n'incluent pas les données rurales, contrairement au Canada. Puisque le coût de la vie tend à être plus bas en région qu'en ville, en incluant uniquement les prix des centres urbains, les données américaines *surestiment* le prix moyen pondéré payé par les Américains. Ceci mène à une sous-estimation considérable des écarts de prix. De plus, nous utilisons la moyenne pour la région du Midwest, qui est généralement plus élevée que la moyenne nationale et d'autres régions près de la frontière canado-américaine.

Ensuite, il faut aussi souligner que les données américaines incluent sept états dans lesquels, contrairement au Canada, [les biens alimentaires sont taxés](#) (Idaho, Dakota du Sud, Kansas, Oklahoma, Mississippi, Alabama, Hawaï) dans des proportions variant entre 4 % et 7 %. Comme les données gouvernementales sur les prix incluent les taxes de vente, ces dernières poussent les moyennes vers le haut. Ceci signifie que l'écart réel (avant taxes) est sous-estimé.

Finalement, les Américains consomment davantage de lait plus dispendieux que les Canadiens. En effet, le lait contenant 3,25 % de matières grasses [représente 29 % de la consommation totale de lait aux États-Unis](#), comparativement à [14 % au Canada](#). Puisque ce lait tend à être plus dispendieux, le prix moyen mesuré aux États-Unis semble plus élevé. Si les Américains consommaient les différents types de lait dans des proportions similaires aux Canadiens, l'écart de prix entre les deux pays s'agrandirait davantage.

Notre décision de comparer le prix du lait entier pour les deux pays se défend donc dans la mesure où il s'agit d'un produit similaire et que les données disponibles offrent un échantillon suffisamment grand pour contrôler les fluctuations de prix dans le temps et d'une ville à l'autre.

En somme, contrairement à ce que veulent faire croire les défenseurs de la gestion de l'offre, l'écart de prix entre le Canada et les États-Unis est vraisemblablement plus élevé que dans notre évaluation, en raison des points méthodologiques soulignés plus haut.

## Une tendance indéniable

Tous les arguments avancés par les défenseurs de la gestion de l'offre servent néanmoins à détourner l'attention d'une donnée fondamentale : les prix au Canada et aux États-Unis ne suivent pas la même tendance. Entre 1995 et 2016, le prix réel du lait au Canada a augmenté de 11% à 26%, en tenant compte de l'inflation. Pendant la même période, le prix réel aux États-Unis a diminué de près de 20% (voir le graphique ci-dessous). La même tendance s'observe pour les autres biens sous gestion de l'offre (poulet, œufs).

Il est impossible de nier cette réalité, et elle est empiriquement claire et en contradiction directe avec tous les chiffres cachés que les défenseurs de la gestion de l'offre s'entêtent à publier pour défendre ce régime régressif.

## Conclusion

Les chiffres avancés par les défenseurs du système de gestion de l'offre ne reflètent pas la réalité et visent simplement à créer l'impression qu'il n'y a pas de consensus. Or, il suffit de faire une recension des articles scientifiques publiés dans les deux dernières décennies pour constater que le seul débat qui reste à faire est de décider comment sortir du système.

